



Ne gérons pas l'humain comme des boîtes de conserve !

Appel à la grève illimitée !

Agent.e.s du Pôle Enfance Amboise

Agent.e.s des Pôles Enfance du Conseil Départemental

Agent.e.s des Maisons Départementales de la Solidarité

Agent.es de la DGAS

Depuis des mois, les agent.e.s du Pôle Enfance d'Amboise alertent sur leurs conditions de travail, rejoint.e.s aujourd'hui par l'ensemble des travailleurs sociaux, médico-sociaux, administratifs et assistantes familiales du département.

Les services de l'aide sociale à l'enfance sont confrontés à une augmentation importante des prises en charge. Les situations des enfants et familles sont globalement plus complexes et plus dégradées que par le passé. En parallèle, les professionnels participent depuis 2019 à l'évaluation des informations préoccupantes. Ils doivent assumer toujours davantage de tâches administratives avec des logiciels obsolètes et chronophages.

L'exercice des missions se fait à moyens constants ou quasi constants. Face à cette situation, les professionnels ne peuvent plus assurer l'accompagnement des enfants et des familles à hauteur des besoins.

L'accompagnement socioéducatif, cœur de nos métiers, est rendu impossible par l'organisation du travail et le manque de moyens humains et matériels.

Les conséquences pour les enfants et les familles sont préjudiciables. Comment permettre à des familles d'évoluer dans leur posture éducative, à des parents et des enfants de renouer des relations apaisées si les professionnels sont empêchés de mener l'accompagnement adapté ?

Les agents sont aujourd'hui en grande souffrance. De plus en plus de professionnel.les choisissent de quitter le métier, d'autres sont en état d'épuisement. Il est de plus en plus difficile de recruter des agent.es titulaires ou contractuel.les.

Les professionnel.les des autres pôles, Action sociale, PMI, Insertion et du service Autonomie sont également impacté.es par la dégradation générale des conditions de travail et des missions.

Notre administration met en avant les efforts financiers déjà consentis et les difficultés rencontrées par tous les départements de France pour assurer les missions de protection de l'enfance, d'action sociale envers les personnes les plus fragiles.

Nous rappelons que l'essentiel des efforts financiers pour la protection de l'enfance ciblait une nouvelle mission, la prise en charge des mineurs non accompagnés et l'augmentation des places dans différents dispositifs de protection de l'enfance.

Aujourd'hui, nous demandons un plan d'ampleur à la hauteur des enjeux de la protection de l'enfance et des autres missions d'action sociale.

Pour le pôle enfance d'Amboise, nous demandons la création de postes supplémentaires : 1 poste de responsable, 2 postes de référents enfants confiés (assistants socio- éducatifs) et 2 postes de secrétariat.

Pour tous les pôles et service concernés, nous demandons des moyens humains au prorata de l'augmentation de la charge de travail mais aussi des moyens structurels et financiers.

Enfin, nous demandons un changement de philosophie dans l'organisation de nos missions afin de privilégier des dispositifs en adéquation avec la réalité des besoins d'accompagnement des publics que nous accueillons plutôt qu'une logique gestionnaire des dispositifs.

Nous œuvrons pour offrir un meilleur avenir aux jeunes que nous accompagnons et pour que chacun ait une place dans notre société.

Donnez-nous les moyens de notre action !

Nous appelons à la grève illimitée tous les personnels de la DGAS à partir du lundi 28 mars à 0 heures et à un rassemblement à 10 heures devant la Maison Départementale d'Amboise

Puis à un rassemblement à 14 heures devant l'hôtel du département à TOURS

Contact : FSU la Territoriale 37

37, rue Bernard Palissy à TOURS 02 47 61 86 47